

Compte rendu

Ouvrage recensé :

REGAUD, Nicolas. *Le Cambodge dans la tourmente. Le troisième conflit indochinois 1978-1991*. Paris, Fondation pour les études de défense nationale - L'Harmattan, 1992, 438 p.

par Pierre Lizée

Études internationales, vol. 24, n° 1, 1993, p. 231-235.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703149ar>

DOI: 10.7202/703149ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

propension des autorités et du public japonais à se percevoir comme victimes plutôt que comme agresseurs ajoute à la complexité du dossier. Paradoxalement, la relation avec Washington peut apparaître plus facile. Dans la collision des deux puissances chacune a connu son succès. Il fut militaire pour l'Amérique, il est économique pour le Japon.

Le partenariat amorcé dès 1945 s'est développé en des formes qui peuvent être aménagées, mais non pas remises en cause. Se situant au début des années 1990, l'auteur termine en évoquant les trois modèles à l'intérieur desquels pourrait s'articuler un Japon devenu grande puissance (l'hypothèse d'une «*pax nipponica*» n'étant mentionnée que pour mémoire). 1) La «*pax americana*», phase II, pourrait se poursuivre et prolonger le rôle tenu par l'Amérique depuis les années 1970. 2) Un monde multipolaire intégrerait quelques centres de décision majeurs, tels Washington, Tokyo et la Communauté européenne. 3) Une hégémonie partagée n'est pas exclue ; selon cette option, les États-Unis et le Japon agiraient comme les leaders du nouveau système des relations internationales.

Le livre de T. Inogushi se situe dans des perspectives déjà explicitées. Écrit directement en anglais il a l'avantage d'offrir, sans le détour d'une traduction, un point de vue japonais. Par le fond et par le ton, l'ouvrage souligne l'existence d'une élite japonaise et américaine qui, loin des polémiques publiques, travaille

à resserrer les liens entre les deux partenaires.

Jean-René CHOTARD

Département de sciences humaines
Université de Sherbrooke, Canada

REGAUD, Nicolas. *Le Cambodge dans la tourmente. Le troisième conflit indochinois 1978-1991*. Paris, Fondation pour les études de défense nationale – L'Harmattan, 1992, 438 p.

Nicolas Regaud veut ici «*rendre compte de la complexité [du conflit cambodgien] en étudiant dans la mesure du possible l'ensemble des domaines d'action des stratégies mises en œuvre par les différents protagonistes : actions militaires, diplomatiques, économiques, politiques, ou culturelles*» (p. 14). Tenter ainsi de cerner les stratégies expliquant l'évolution d'un conflit à la fois complexe et multiforme n'est pas chose facile. Regaud, toutefois, relève le défi avec brio. Adoptant une approche essentiellement historique, il retrace la progression des objectifs de chacun des acteurs tout au long du conflit en appuyant son argumentation sur une foule de détails qui témoignent d'une remarquable connaissance du sujet. À l'heure où s'enclenche le processus de paix mis en place par les accords signés à Paris en octobre dernier, Regaud offre de plus le premier panorama complet des stratégies qui empêchèrent, puis précipitèrent, ces événements. Si ce n'est qu'à ce titre, son ouvrage est indispensable aux spécialistes de la question cambodgienne.

L'ouvrage suit ce que Regaud appelle deux «fils conducteurs». Le conflit cambodgien est d'abord divisé en trois «sous-ensembles»; l'affrontement local qui oppose Phnom Penh et Hanoï aux groupes de la résistance, le niveau régional marqué par le conflit entre l'ASEAN et la Chine, d'un côté, et le Viêt-nam et ses deux protégés (Cambodge et Laos) de l'autre, enfin la dimension internationale où la Chine et les États-Unis font face à l'URSS. Regaud établit d'autre part trois «sous-périodes». La première s'étend de décembre 1978, date où les Vietnamiens entrent au Cambodge et repoussent les Khmers rouges vers la frontière thaïlandaise, jusqu'à 1986. Elle est marquée par une impasse totale à tous les niveaux du conflit. La politique d'ouverture vers l'Asie mise de l'avant par Gorbatchev en juillet 1986 ainsi que l'arrivée de réformistes au sein du Parti communiste vietnamien la même année laissent par contre entrevoir une certaine décrispation du conflit. Une seconde période commence donc à ce moment. Celle-ci dure jusqu'à la première Conférence de Paris sur le Cambodge et est définie par la nette réduction des tensions dans la dimension internationale du conflit et une accélération des négociations de paix. La dernière période, finalement, va du retrait des troupes vietnamiennes à l'automne 1989 jusqu'aux accords de paix d'octobre dernier. Elle est caractérisée par un «phénomène de relocalisation» (p. 14) du conflit en ce sens que la «nébuleuse conflictuelle» (p. 13) se trouve maintenant réduite à une guerre civile cambodgienne.

L'analyse de la période 1978-1986 est de loin la plus fouillée. Regaud démontre clairement comment les groupes de la résistance crurent pouvoir contraindre le Viêt-nam à se retirer du Cambodge en liant un coût très élevé à sa présence dans ce pays. Cette stratégie reposait essentiellement sur la pression militaire que la résistance pouvait exercer depuis les régions proches de la Thaïlande et sur de nombreuses initiatives diplomatiques visant à isoler le Viêt-nam sur la scène internationale et à renforcer l'embargo économique dont il faisait l'objet à cause de l'invasion de 1978. Un des points les plus intéressants de l'étude de Regaud est le souci de mettre l'accent sur le rôle joué par la «guerre des camps» dans cette période. Les camps de réfugiés établis ou contrôlés par les groupes de la résistance étaient en effet partie intégrante de la stratégie d'affaiblissement continu du Viêt-nam. D'une part, le contrôle d'un territoire et d'une population permettait à la résistance de continuer à se présenter comme le pouvoir légitime au Cambodge, ce qui diminuait d'autant la crédibilité internationale du régime installé à Phnom Penh par les Vietnamiens. D'autre part, la résistance trouvait dans ces camps à la fois un support logistique lui permettant de lancer des opérations militaires au Cambodge et un refuge en cas de retrait ou de défaite. C'est le concours de la Chine, toutefois, qui fut déterminant. Beijing assura un appui constant et considérable aux groupes de la résistance tout en orchestrant les manœuvres diplomatiques ayant pour but d'isoler le Viêt-Nam.

Le Viêt-nam, pour sa part, tenta de conserver sa mainmise sur le Cambodge en insistant sur «l'irréversibilité de la situation» dans ce pays. Cette stratégie du fait accompli était articulée à la fois sur un support militaire direct au gouvernement de Phnom Penh et sur une série de mesure d'aide permettant d'accroître l'efficacité des appareils administratifs et politiques de ce gouvernement. Regaud décrit en détail plusieurs éléments de la «stratégie vietnamienne de consolidation» souvent négligés par d'autres spécialistes, tels les nombreux travaux du fameux «Plan K5» au nombre desquels figure le «Mur de Bambou» construit à la frontière khméro-thaïlandaise afin de freiner l'infiltration des troupes de la résistance au Cambodge.

L'analyse de ces deux stratégies révèle que les acteurs du conflit tiraient avantage de la prolongation des hostilités. L'impasse qui marque la période 1978-1986 doit donc être perçue avant tout comme le résultat de la poursuite d'une stratégie de temps long par les deux groupes de belligérants. Regaud le comprend très bien à la p. 149.

Il aurait été pertinent, toutefois, de démontrer clairement le lien entre ces stratégies du temps long et celles de négociation poursuivies par chacun des belligérants. Toutes les négociations de paix butent sur le même problème pendant la période 1978-1986: les parties ne peuvent s'entendre sur une définition commune du conflit cambodgien. Pour les Vietnamiens, le conflit est essentiellement une guerre civile opposant le gouvernement de Phnom

Penh à diverses factions cambodgiennes. Selon la résistance, au contraire, le conflit est international puisqu'il résulte de la présence du Viêt-nam au Cambodge. En adoptant des positions irréconciliables, les parties tentent en fait de bloquer toute négociation de façon à laisser plutôt le temps jouer en leur faveur. En outre, ces positions sont directement inscrites dans la stratégie des acteurs du conflit. Le Viêt-nam souligne le fait que le conflit cambodgien découle d'une guerre civile afin de se soustraire aux attaques de la communauté internationale et de forcer peu à peu celle-ci à reconnaître le gouvernement de Phnom Penh. La reconnaissance de *facto* des dirigeants de Phnom Penh qui résulte des positions adoptées par les Vietnamiens lors des pourparlers de paix doit en ce sens être mise en parallèle avec les tentatives de ces derniers d'imposer un fait accompli au Cambodge. Les factions de la résistance et la Chine, quant à elles, insistent sur la dimension internationale du conflit afin de mettre en relief l'illégalité de la présence vietnamienne au Cambodge et d'inciter la communauté internationale à maintenir les sanctions exercées à l'endroit du Viêt-nam. De plus, ces sanctions contraignent lentement Hanoï à participer à des négociations et donc à admettre son rôle dans le conflit cambodgien. Ceci, en retour, favorise encore plus l'isolement international du gouvernement vietnamien. La stratégie de négociation de la résistance et de la Chine est donc directement liée à leur stratégie d'affaiblissement continu du Viêt-nam. Regaud touche à peine à ces questions.

L'analyse de la seconde période du conflit est beaucoup plus courte. Cette période, comme le dit Regaud, en est une de «transition». Gorbatchev peut transformer la politique extérieure de l'URSS, notamment en tentant de régler les conflits régionaux dans lesquels elle s'est enlisée et en se rapprochant de la Chine. En contrepartie, ces changements «modifi[ent] considérablement le paysage international asiatique et rend[ent] presque obligatoire une évolution rapide de la crise indo-chinoise» (p. 292). Le sous-ensemble régional change effectivement de façon très rapide à partir de ce moment. La robustesse du gouvernement de Phnom Penh et la nécessité de remettre en ordre l'économie vietnamienne pousse Hanoi à adopter une «stratégie de dégagement» articulée principalement sur de nombreux retraits de troupes du Cambodge.

Pendant la dernière période du conflit, les acteurs régionaux et internationaux tentent d'aller au-delà de l'impasse qui marque la première Conférence de Paris sur le Cambodge et choisissent une nouvelle stratégie de négociation. Les plans de paix qui sont mis de l'avant afin de permettre un accord inter-cambodgien reconnaissent tous maintenant la nécessité de confier à l'ONU le contrôle du Cambodge pendant la période précédant la tenue d'élections générales dans ce pays. Cette stratégie permet d'éliminer le problème du partage du pouvoir entre les factions cambodgiennes, en ce sens qu'elle crée une situation où ce problème ne se pose plus: les Nations Unies administrent le Cambodge,

organisent des élections, et finalement laissent leur place à un nouveau gouvernement choisi cette fois par le peuple cambodgien. L'accord qui est signé en octobre dernier entérine cette façon de concevoir le règlement du conflit cambodgien. L'attitude future des Khmers rouges face au processus de paix demeure toutefois la grande inconnue. Cependant, note Regaud, «même si [le] scrutin [a] pour effet de légaliser le retour à la vie politique des Khmers rouges, il [doit] permettre leur marginalisation. En effet, malgré le soutien dont ces derniers [peuvent] bénéficier de la part d'une fraction importante de la population, il [est] clair qu'ils ne [peuvent] espérer remporter des élections libres» (p. 375). De plus, les Khmers rouges ne peuvent recourir aux armes. Le processus de paix reçoit un soutien international qui garantit leur isolement s'ils tentent de reprendre le pouvoir par la force. Regaud penche donc finalement pour un «optimisme prudent» (p. 384).

Une autre réserve doit être faite ici. Regaud base son analyse sur une lecture trop rapide des dynamiques qui sous-tendent les rapports entre les factions cambodgiennes. Ce manque de profondeur dans la compréhension d'une question pourtant fondamentale fausse son examen des stratégies qui guident l'action des Cambodgiens depuis la première Conférence de Paris et diminue la valeur de ses pronostics quant à l'avenir du Cambodge. Le Cambodge est en effet un pays où le pouvoir est surtout lié aux luttes féroces opposant diverses factions. Il règne une grande méfiance à l'égard des insti-

tutions politiques, puisque celles-ci sont considérées comme l'instrument de l'une ou l'autre faction. Regaud reconnaît lui-même que «le clientélisme et la fragmentation du pouvoir sont des phénomènes bien connus dans l'histoire du Cambodge» (p. 103) et que «la situation [au Cambodge] illustre également la fragilité du processus démocratique dans un pays dépourvu de traditions en la matière» (p. 385).

Cette fragmentation du pouvoir résulte d'une série de facteurs, allant de l'influence du bouddhisme jusqu'à la dislocation sociale causée par la colonisation française, que Regaud aurait dû étudier. Comment croire, dans ces conditions, que les Nations Unies vont réussir à instaurer des institutions démocratiques au Cambodge dans les prochains quinze mois? Et comment croire, que les factions cambodgiennes établissent présentement des stratégies basées sur le respect du jeu démocratique? Lorsque Regaud affirme par exemple que «le calcul des Khmers rouges consiste à retrouver une 'honorabilité' politique à travers l'élection de quelques-uns de leurs représentants lors du scrutin qui devrait avoir lieu en 1993» (p. 384), il est probablement dans l'erreur. Il devient de plus en plus évident que les Khmers rouges visent en fait à utiliser le processus de paix pour reconquérir de larges territoires dans les régions rurales du Cambodge. Le contrôle de ces territoires leur permettra d'être assez puissants pour menacer par la force les autorités de Phnom Penh. Si on tient compte seulement de cette question, c'est-à-dire si on oublie d'autres problèmes

comme celui de la corruption généralisée qui empêche en ce moment l'ONU de mettre en place des structures politiques stables, la situation au Cambodge prête beaucoup moins à l'optimisme que Regaud ne semble le croire.

Néanmoins, cet ouvrage demeure remarquable et mérite d'être lu par tous les spécialistes du Cambodge.

Pierre LIZÉE

*Département de science politique,
York University, Toronto, Canada*

KINZLEY, W. Dean. *Industrial Harmony in Modern Japan. The Invention of a Tradition*. New York, Routledge, Chapman and Hall, Inc., 1991, 208 p.

Comme le mythe d'un «instinct maternel» qui a été inventé (Élisabeth Badinter, *L'amour en plus. Histoire de l'amour maternel (XII^e siècle-XX^e siècle)*», 1980, Flammarion, Paris) par une bourgeoisie capitaliste européenne naissante pour avoir beaucoup d'enfants alimentant ainsi une réserve de main-d'œuvre abondante et disponible à bon marché, l'harmonie industrielle est une invention du capitalisme japonais afin d'assurer une paix sociale nécessaire aux opérations «à flux tendus» ou «à stock nul» permettant ainsi une immobilisation au niveau minimal en même temps qu'une rotation maximale et fluide des ressources financières, humaines et matérielles dans l'adaptation aux besoins pour une plus grande productivité. Le sous-titre du livre de Kinzley est plus éclairant que le titre lui-même sur ce phénomène singulier au Japon